# Attentat contre Habyarimana, une expertise cruciale présentée mardi

@rib News, 08/01/2012 â€“ Source AFPD'oÃ¹ ont Ã©tÃ© tirÃ©s les missiles qui ont abattu Ã  Kigali l'avion du prÃ©sident rwand JuvÃ©nal Habyarimana le 6 avril 1994 et par quiÂ ? Les conclusions de l'expertise judiciaire qui seront prÃ©sentÃ©es mardi Ã Paris pourraient Ãªtre cruciales pour l'aboutissement de l'enquÃªte.En avril 2010, les juges antiterroristes franÃ§ais Marc TrÃ©vidic et Nathalie Poux dÃ©signent cinq experts gÃ©omÃ¨tre, en balistique, explosifs et incendie, rejoints plus tard par un acousticien, pour dÃ©terminer les lieux possibles des tirs ayant abattu l'avion prÃ©sidentiel, considÃ©rÃ© comme l'acte dÃ©clencheur du gÃ©nocide rwandais.
Vingt mois plus tard et aprÃ¨s un dÃ©placement au Rwanda en septembre 2010 pour essayer de reconstituer les conditions de l'attentat, juges et experts vont dÃ©voiler mardi aprÃ¨s-midi leurs conclusions aux parties concernÃ©es par l'enquÃªte.La connaissance du lieu de tir des missiles pourrait Ãªtre dÃ©terminante pour identifier les tireurs. Deux thÃ¨ses s'affrontent jusque-lÃ .L'enquÃªte du juge Jean-Louis BruguiÃ¨re a dÃ©signÃ© en 2006 un commando du Front patriotique rwandais (FPR), la rÃ©bellion tutsi dirigÃ©e en 1994 par l'actuel prÃ©sident Paul Kagame, provoquant la rupture par Kigali des relations diplomatiques avec la France.Selon ces investigations, les hommes du FPR se seraient infiltrÃ©s depuis le parlement rwandais Ã  travers le dispositif des Forces armÃ©es rwandaises (FAR, loyalistes) sur la colline de Massaka, qui surplombe l'aÃ©roport Ã  l'est de la piste.A l'inverse, un rapport d'enquÃªte rwandais affirme que les tirs sont partis depuis le camp militaire de Kanombe, importante base des FAR, jouxtant l'aÃ©roport et la rÃ©sidence prÃ©sidentielle au sud-est, oÃ¹ il est "impossible d'imaginer" que le FPR ait pu s'infiltrer.Trajectoire du Falcon 50La thÃ¨se rwandaise impute la responsabilitÃ© de l'attentat aux extrÃ©mistes hutus des FAR, qui auraient voulu se dÃ©barrasser du prÃ©sident Habyarimana, jugÃ© trop modÃ©rÃ©, pour faciliter un coup d'Etat.Dans l'enquÃªte franÃ§aise, six proches du prÃ©sident Kagame ont Ã©tÃ© en examen en dÃ©cembre 2010. Ils Ã©taient visÃ©s depuis 2006 par des mandats d'arrÃªt qui ont Ã©tÃ© levÃ©s. Rose Kabuy autre proche de Paul Kagame, est elle mise en examen depuis novembre 2008.Aux experts, les juges ont demandÃ© de reconstitur la trajectoire du Falcon 50 prÃ©sidentiel, d'Ã©valuer sa position au moment oÃ¹ il a Ã©tÃ© touchÃ©, de dÃ©termine type de missile utilisÃ©, mais Ã©galement les modes opÃ©ratoires possibles, et de confronter le tout avec les tÃ©moignages et donnÃ©es topographiques.Les conseils des diffÃ©rentes parties attendent de ces conclusions qu'elles confirment leur thÃ¨se.Â«Â Nous sommes confiants dans l'Ã©volution du dossier car il est Ã©tabli, selon nous, que toutes les bases sur lesquelles il repose ont Ã©tÃ© remises en question, en particulier grÃ¢ce Ã  nos demandes d'actesÂ Â», estiment les avocats des mis en examen, Mes Bernard Maingain et LÃ©on-Lef Forster.Pour eux, les travaux rÃ©alisÃ©s par les juges ayant succÃ©dÃ© Ã  Jean-Louis BruguiÃ¨re ont profondÃ©ment rÃ©orientÃ© l'enquÃªte.Sur l'origine des tirs, Â«Â que ce soit Massak Kanombe, la mise en cause du FPR est inimaginable vu l'Ã©tat du dossierÂ Â», ont-ils affirmÃ©.Du cÃ´tÃ© des parties civiles, l'avocat de la veuve du prÃ©sident rwandais Agathe Habyarimana, Me Philippe Meilhac, estime qu'Â«Â une expertise d'une telle ampleur est source de beaucoup d'espoir dans ce dossier oÃ¹ sept personnes sont mises en examenÂ Â».Pour Me Emmanuel Bidanda, conseil d'une victime franÃ§aise, ces conclusions seront Â«Â une piÃ¨ce utile et extrÃªmement importanteÂ Â», mais Â«Â il serait Ã©tonnant d'en attendre une rÃ©volution Ã  180 degrÃ©s de l'enquÃªteÂ Â».